

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 429 - Mars 2026

édito

“ Quand le langage politique témoigne à ce point de l'ignorance de la portée des mots, il devient insupportable. ”
Marguerite Duras

sommaire

- Edito **1**

- Lettre de démission du Secrétaire général du syndicat **2**
- Financement de la Sécurité sociale par la cotisation

- Le danger des extrêmes-droites dans le monde (épisode 23) **3**

- Action de la CGT le 23 avril à l'occasion du salon "TOULON DEFENSE EVENT" **4**

La commission exécutive de notre organisation s'est réunie récemment dans un moment particulier de notre vie syndicale. A la suite de la démission du secrétaire général, elle m'a fait l'honneur et la responsabilité de m'élire, à l'unanimité, secrétaire général jusqu'à la tenue du 7ème congrès.

Je veux remercier les membres de la commission exécutive pour la confiance qu'ils m'ont accordée. Cette responsabilité, je ne l'envisage pas comme une fonction personnelle, mais comme un engagement collectif au service de notre syndicat de retraités-es.

Avec cette démission de Michel Canestrelli, la décision a été prise de reporter notre congrès et de le tenir avant la fin de l'année.

Cela doit nous permettre de construire la future direction du syndicat, de prendre le temps du débat, de l'échange et la participation d'un plus grand nombre de syndiqués-es à sa préparation. Un congrès est un moment essentiel de démocratie syndicale où se construisent les orientations à venir.

C'est aussi dans cet esprit que la commission exécutive a décidé de renforcer notre direction en mettant en place un secrétariat composé de sept camarades. Ce choix traduit une volonté claire : animer la préparation du congrès que la commission exécutive va devoir relancer, partager les responsabilités, renforcer notre présence sur le terrain et faire vivre, avec la CE, un fonctionnement réellement collectif.

Cette période de transition intervient alors que les retraités subissent de plein fouet les conséquences des politiques menées. Pouvoir d'achat en recul, accès aux soins de plus en plus difficile, inégalités territoriales qui se creusent, etc... La situation exige des réponses fortes.

Dans le même temps, la situation internationale reste marquée par les conflits, les tensions et les incertitudes économiques. Dans ce contexte, les logiques financières continuent trop souvent de primer sur les besoins des populations.

Face à ces réalités, les retraités-es ne sont ni spectateurs, ni résignés. Ils ont toute leur place dans les luttes sociales d'aujourd'hui. Par leur engagement, ils contribuent à la défense de notre modèle social et des conquêtes issues du mouvement ouvrier.

Les mois à venir devront être ceux du renforcement de notre syndicat, de l'élargissement de nos forces et de la préparation active de notre prochain congrès.

Rien n'a jamais été donné aux retraités-es, tout a été conquis par les luttes. Et c'est par la mobilisation, encore et toujours, que nous continuerons à défendre et à faire progresser nos droits.

Michel CAMATTE
Secrétaire général
Membre de la CE de l'UCR

L'EMANCIPATEUR - Tel : 04 94 18 94 57 - Fax : 04 94 18 94 58

Adresse postale : Retraités CGT Var Mindef - 13 avenue Amiral Collet - 83000 Toulon

Email : retraitescgtvarmindef@gmail.com - Directeur de la publication : Patrick Buvat

N° CPPAP 0326S07751 - Journal édité par nos soins.

LETTRE DE DÉMISSION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SYNDICAT

Toulon, le 08/03/2026

Aux membres de la Commission Exécutive

Chères et chers camarades,

Comme vous n'êtes pas sans le savoir, le 51ème congrès de la FNTE m'a conduit à intégrer le Bureau Fédéral. Ce faisant, je me suis engagé à prioriser l'activité fédérale.

Au-delà de la gestion des affaires courantes du Bureau Fédéral, j'occupe les fonctions de :

- Pilote de la formation fédérale.*
- Pilote du collectif C3A.*
- animateur du Conseil National de l'UFR.*
- Membre du collectif PPND/Paix et désarmement.*

Ces activités représentent une charge de travail plus que conséquente. Mais au-delà de la charge de travail, mon implication induit un éloignement géographique qui apparaît comme préjudiciable à l'activité du syndicat.

Bien conscient des difficultés de fonctionnement que cela occasionne à l'organisation et après mûre réflexion, j'ai donc pris la décision de présenter à la Commission Exécutive ma démission du poste de Secrétaire Général du Syndicat.

Il s'agit bien là d'une décision personnelle que j'ai prise en mon âme et conscience et en ayant pris soin d'en débattre avec le secrétariat.

Enfin, je tiens à préciser que ma décision ne relève en aucun cas d'un quelconque désaccord politique mais bien d'une volonté affichée de permettre au syndicat d'avoir le fonctionnement nominal qui lui sied. Je reste bien évidemment membre de la Commission Exécutive.

Bien fraternellement

Michel CANESTRELLI

Mettre en débat partout le financement de la Sécurité sociale par la cotisation

Les cotisations sociales sont calculées en appliquant un taux au montant du salaire brut.

Cette présentation des choses corrobore l'idée que la Sécurité sociale appartient aux travailleurs.

Cela induit une solidarité immédiate entre l'augmentation des salaires et augmentation des ressources de la Sécurité sociale. Cependant, elle peut donner l'impression que les cotisations sociales sont prélevées sur les salaires. Or, ce n'est pas le cas. Les cotisations sont une part de la valeur ajoutée qui n'est pas versée aux salariés pour rémunérer la vente de leur force de travail (autrement dit, comme salaire). Elles sont donc prélevées sur le reste de la valeur créée par cette force de

travail, autrement dit sur la plus-value.

Les politiques menées depuis quarante ans n'ont cessé de viser à vider les cotisations sociales de leur substance en affaiblissant leur assiette (l'emploi et les salaires) et en multipliant les exonérations, au point qu'elles ne représentent plus qu'à peine la moitié du financement de la Sécurité sociale. Elles ont été remplacées par un impôt, la CSG, qui vient réduire les revenus disponibles pour des salariés. Pire encore une partie croissante du financement de la Sécurité sociale repose sur la TVA, l'impôt le plus injuste puisqu'il pèse sur la consommation

des ménages.

Le déficit de la Sécurité sociale est brandi aujourd'hui en attaquant « l'excès » des dépenses sociales, alors que le problème est l'insuffisance des recettes, liée au dogme de la réduction des prélèvements sociaux.

Comme le dit une chanson brésilienne : « *Quand je pense au futur je n'oublie pas mon passé.* »

Il y a donc urgence à revenir aux bases avec un financement intégral par les cotisations et le 100% Sécu !

Michel CAMATTE

Après les élections municipales : amplifier les luttes pour nos revendications, le progrès social, la paix, la démocratie et poursuivre notre combat contre l'extrême-droite !

Les élections municipales des 15 et 22 mars ont livré un verdict sans appel. Notre pays traverse une crise démocratique profonde dont témoigne une fois encore la forte abstention, toujours en augmentation par rapport aux scrutins précédents.

Élections marquées aussi par une progression importante de l'extrême-droite dans de nombreuses collectivités territoriales, en particulier dans le Var. Certes, au plan national avec 70 villes gagnées, leur objectif d'en conquérir 300 est loin d'être atteint.

Pour autant, le RN poursuit insensiblement son implantation, ce qui est particulièrement préoccupant.

Cette situation et ces résultats nous interpellent et doivent être analysés sans rien occulter. La pire des analyses serait de s'en tenir à l'idée que l'essentiel du problème viendrait des aspects politico-stratégiques de positionnement des listes au premier comme au deuxième tour et que dans le même temps, le problème de l'abstention serait une fatalité.

La réalité est que la traduction dans les urnes des idées progressistes, émancipatrices et de paix, que nous portons avec d'autres, et pour ce qui nous concernent en tant qu'organisation syndicale sont aujourd'hui toujours minoritaires dans le pays.

La bataille des idées, les luttes revendicatives sont les seuls vecteurs qui nous permettrons d'inverser la donne. Cela signifie que nous allons devoir, dans les semaines et les mois à venir, les poursuivre, les amplifier et les généraliser sur tous les aspects de la vie des populations, des salariés, des privés d'emploi, des jeunes et des retraités.

MACRON ANNONCE UN RENFORCEMENT DE L'ARSENAL NUCLÉAIRE FRANÇAIS –



La société ne peut pas se construire sur la remise en cause généralisée de notre modèle social, sur des valeurs de haine, de division et de repli sur soi.

Mais ce n'est que par l'élévation du rapport de force, la construction de puissantes luttes, que nous pourrons

ouvrir de véritables perspectives de progrès social, en se saisissant partout des préoccupations du quotidien dans les localités et les entreprises, tout en poursuivant notre décriptage sur les enfumages des réactionnaires et des facistes.

Ce ne sera que par des déploiements sur le terrain organisés avec l'ensemble des structures territoriales, professionnelles de la CGT dans lesquels le maximum de nos militants et syndiqués s'impliqueront, que nous y parviendrons.

C'est par là que nous sortirons les classes populaires des griffes de l'extrême-droite et affaiblirons le premier parti de France, celui des abstentionnistes !

Michel RENOUF

NOUVELLE FORMATION :
« Comment lutter contre les idées d'extrême-droite »

Organisée par notre Union Départementale, cette formation se déroulera sur **la journée du 13 mai à la bourse du travail de Toulon.**

Objectif général du stage : à l'issue du stage d'une journée, les stagiaires seront en capacité d'identifier les stratégies de l'extrême-droite et ses cibles principales. Ils et elles seront également en capacité de démonter son imposture sociale et d'identifier la démarche de la CGT dans sa lutte contre l'extrême-droite, ses idées, ses pratiques.

Inscriptions rapidement : par mail ou par téléphone auprès du syndicat.

Action de la CGT à l'occasion du salon « Toulon Défense Event » le jeudi 23 avril contre la militarisation des esprits, de la jeunesse et des emplois... pour la paix et le désarmement...

Le jeudi 23 avril, est organisé au Palais des sports de Toulon, de 9H00 à 17H00, le salon « Toulon Défense Event », destiné à faire la promotion des métiers de la Défense et de la sécurité publique auprès notamment des collégiens, lycéens et étudiants ainsi que des demandeurs d'emploi et des personnes en reconversion. Avec à la clé, la promesse de 5000 postes à pourvoir. Le slogan est accrocheur : « Votre avenir, notre force » !

Ne soyons pas dupes, cette initiative intervient dans un contexte international marqué par la montée des nationalismes autoritaires, la glorification de la puissance militaire, la multiplication des conflits et la banalisation des tensions et des violences dans la culture populaire. L'idée que la guerre serait une donnée structurelle du monde contemporain s'impose dans de nombreux discours politiques et dans les médias.

Dans ce climat guerrier et de renoncement aux idéaux de paix, l'école qui doit être seulement un lieu d'apprentissage, devient un relais et un espace où est insufflée une vision militarisée de la citoyenneté avec comme vecteur privilégié, la jeunesse. Une démarche interministérielle est mise en place pour imprégner les jeunes de la culture de Défense. Leur feuille de route vise à imprégner en continu et progressivement ce concept auprès de l'ensemble du public scolaire : Intégration des enjeux de Défense dans les enseignements, rencontres avec des militaires, immersions dans le milieu militaire, participations à des stages, etc.

Dans le même temps, le contenu des classes « Défense », glisse vers la banali-

sation de l'acte de guerre comme un jeu vidéo. Une conférence sur la technologie des drones a été programmée le 17 mars dans un collège de Saint-Maximin.

Le 26 mars, à l'initiative du groupe Modem, soutenu par la droite et l'extrême-droite, un projet de loi a été débattu à l'assemblée pour rendre obligatoire dans les collèges et lycées, au même niveau que le français et les maths, l'enseignement de la défense globale.

Pour la CGT, l'école ne doit pas devenir le bureau de recrutement de l'armée !

Pour l'ensemble des syndicats CGT

et plus particulièrement ceux du secteur de la Défense et ceux de l'éducation, toutes ces initiatives dans la période que nous traversons sont totalement inappropriées. A contrario, l'école de la république doit faire la promotion de la culture de la paix, du droit international et de la coopération internationale. Ce qui suppose de mettre des moyens pour la pensée critique, la culture et contre les stratégies d'influence. Le renforcement de la « cohésion nationale » ne peut pas passer par le vecteur militaire.

En réponse à leur salon « Toulon Défense Event », instrument de cette stratégie guerrière, l'Union Départementale CGT, organise le 23 avril, avec l'UL de Toulon, nos syndicats de la Défense, CGT éducation et CGT France Travail notamment, un contre-événement, le « TOULON PAIX EVENT ». Les retraités y ont toute leur place !

La journée va se décliner en deux temps :

1. **De 7H00 à 9H30** : Distribution à la porte Malbousquet à proximité de leur salon.
2. **A 10H30** : Place d'Armes - MEETING REGIONAL en présence des 6 UD de la région.

